

Lusaka, Zambie, 15 juillet (Infosplusgabon) - La présidence de la Zambie a réfuté et décrit comme fausses informations le fait que le président, Edgar Lungu aurait fourni des ressources financières à une organisation rwandaise nommée pour lancer des attaques dans ce pays.

Le conseiller spécial du président en matière de presse et de relations publiques, Isaac Chipampe, a déclaré, mardi, que les allégations de la presse locale et internationale concernant la prétendue soumission à la Haute Cour du Rwanda pour les crimes internationaux et transfrontaliers devaient être traitées avec le mépris qu'elles méritent.

"La présidence tient à réfuter catégoriquement ces accusations et déclare sans équivoque qu'elles sont fausses et doivent être traitées avec le mépris qu'elles méritent", a indiqué le communiqué de M. Chipampe.

Il a déclaré que la Zambie et le Rwanda continuent d'entretenir de relations fortes et fraternelles fondées sur le respect mutuel et un objectif commun basé sur des valeurs et des principes partagés.

Selon la presse internationale, Callixte Nsabimana, alias major Sankara, qui prétend être le chef du groupe rebelle rwandais "Force nationale de libération (NLF)", a déclaré, lundi, au juge des crimes internationaux et transfrontaliers à Nyanza, un district du sud du Rwanda, que le président zambien, Edgar Lungu, avait aidé les factions rebelles pour attaquer le Rwanda.

Le NLF est une branche militaire d'un parti politique d'opposition rwandais, le Mouvement rwandais pour le changement démocratique, dirigé par le dissident rwandais, Paul Rusesabagina, connu pour avoir protégé les gens pendant le génocide rwandais de 1994 en tant que gérant de l'Hôtel des Mille Collines.

Nsabimana a comparu, lundi, devant le tribunal où il a plaidé coupable de toutes les charges retenues contre lui, mais a déclaré avoir été induit en erreur par certaines personnes, dont Kayumba Nyamwasa, un officier supérieur renégat de l'armée rwandaise qui demande actuellement l'asile en Afrique du Sud.

S'exprimant, lundi, devant le tribunal des crimes internationaux et transfrontaliers, Nsabimana a accusé le président zambien, Edgar Lungu de leur avoir laissé de l'espace pour opérer dans son pays afin de renverser le gouvernement rwandais.

FIN/ INFOSPLUSGABON/VGV/GABON2020

© Copyright Infosplusgabon